

Bruxelles le 27 novembre 2014

Plus qu'une semaine avant la (non) séparation des métiers bancaires ?

Ce 2 décembre, la commission des Affaires économiques et monétaires (ECON) se réunira pour discuter des suites à donner à la proposition de réforme structurelle visant la séparation des activités bancaires. Il existe aujourd'hui un grand risque que cette proposition soit enterrée sous la pression des lobbys bancaires et de certains États membres. Financité et d'autres associations interpellent les euro-députés belges.

En 2013 déjà, le Réseau Financité, FairFin et le collectif citoyen Roosevelt.be, ainsi que 15 000 citoyen-ne-s, 120 organisations et de nombreux experts ont plaidé pour la scission bancaire. Une loi a finalement été adoptée en Belgique en avril 2014. Au niveau européen, une proposition législative de réforme structurelle a été soumise au début de la même année (proposition Barnier). Lors d'un audit public¹ ce 2 décembre, les membres de ECON discuteront de la suite à donner à cette proposition Barnier.

Les lobbys bancaires français et anglais, de leur côté, font pression sur la Commission européenne pour l'abandon de cette proposition.² Il existe également un risque que la proposition échoue au niveau du Conseil européen, à cause de l'opposition de certains États Membres, dont la France et l'Allemagne. Ces deux pays possèdent déjà leur propre loi dite de « séparation » mais celles-ci sont en réalité très peu contraignantes.

Pour réagir, le Réseau Financité, FairFin et 19 organisations co-signataires³ [interpellent les cinq euro-députés belges](#) Hugues Bayet (PS), Philippe Lamberts (Ecolo), Sander Loones (N-VA), Philippe de Backer (Open Vld) et Tom Vandenkendelaere (CDV) pour leur demander de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir la proposition Barnier.

Séparer les activités bancaires pour éviter une nouvelle crise financière

La crise financière de 2008 a mis en lumière la problématique posée par les banques possédant les activités de dépôt et d'investissement. Une séparation entre activités bancaires est nécessaire

1 European Parliament. Public Hearing : Bank Structural Reform. [Draft Programme.](#)

2 Lettre par les lobbys bancaires adressée à la Commission européenne. Financial Times. [Banking groups push Brussels to ditch overhaul of big lenders.](#)

3 11.11.11. ; Agir pour la Paix ; APEF asbl ; Atelier des Droits Sociaux ; ChanGements pour l'égalité ; Centrale Nationale des Employés ; CNCN – 11.11.11. ; Collectif Roosevelt.be ; FIAN Belgium ; Finance-la-Neuve asbl ; Habitat-Service ; Imagine Magazine ; L'Épi Lorrain asbl ; Le Pivot ; Oxfam Solidarité ; Les Scouts ; Vivre Ensemble Education ; Vrede vzw

Bruxelles le 27 novembre 2014

pour :

1. permettre un bon fonctionnement des mécanismes de supervision mis en place par l'union bancaire ;
2. éviter qu'à cause de l'interconnexion des banques, les pertes d'une banque se propagent à l'ensemble du système par effet domino ;
3. mettre fin aux avantages de financement, issus du filet de sécurité public, qui subventionnent aujourd'hui les échanges financiers ;
4. assurer que les gouvernements ne soient plus contraints de sauver les banques d'investissement.

Le vote de la commission ECON sur la proposition Barnier est prévue pour mars 2015. Nous continuerons à nous engager pour que la séparation des métiers bancaires (re)devienne une réalité et ne soit pas enterrée en faveur d'une « relance économique par les marchés financiers ».

ANNEXES

- Finance Watch. 2014. Rapport. [L'importance d'être séparé : faire prévaloir l'intérêt général sur celui des banques.](#)
- Financité. 2013. [Séparation des métiers bancaires : quelles mesures prendre ?](#)
- Vous trouvez plus d'informations, nos arguments et la lettre sur [notre site web](#).
- www.scinderlesbanques.be

Contacts presse :

Laurence Roland
laurence.roland@financite.be
0497 /51 50 74

Julien Collinet :
julien.collinet@financite.be
02/340 08 62

Frank Vanaerschot
Frank.vanaerschot@fairfin.be
02/201 07 70